

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires à des Budgets des exercices 1911 et 1912 et ouvrant des crédits extraordinaires.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (1) PAR M. Jos. HOYOIS.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont la Chambre est saisie est divisé en 4 articles (le 4^e et dernier n'ayant d'autre objet que de fixer le moment où la loi sera obligatoire).

Les 3 premiers sont à examiner successivement.

ARTICLE PREMIER.

Il ouvre, pour être rattaché à l'article 36 (*Pensions diverses*) du budget de la dette publique de l'exercice 1911, un crédit supplémentaire de 260,000 francs.

C'est la conséquence du vote par le Parlement de l'article 7 de la loi du 24 mai 1912, stipulant que la revision des pensions des militaires au-dessous du grade d'officier, y compris ceux de la gendarmerie, sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1911.

Cet article de la loi du 24 mai 1912 opérant avec un effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 1911, il était impossible de l'exécuter sans l'octroi par les Chambres d'un crédit supplémentaire.

La légitimité de celui qui est sollicité ne saurait donc être contestée.

Toutefois, on doit exprimer le vœu que la loi du 24 mai 1912 n'a pas créé un précédent proprement dit, en d'autres termes, que c'est à titre tout à fait

La Commission spéciale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Standaert, Petit, de Liedekerke, Ozeray, Debue, Hoyoïs.

exceptionnel qu'une disposition du genre de celle de son article 7 opère avec effet rétroactif, au point même d'affecter un exercice budgétaire antérieur à l'exercice en cours.

ART. 2.

Il a pour objet d'ouvrir aux différents Départements, et pour être rattachés aux Budgets ordinaires de l'exercice 1912, des crédits d'un montant total de 15,377,210 francs.

Ces crédits devront être couverts par les ressources ordinaires du Trésor. L'Exposé des motifs signale qu'un boni clôturera l'année 1912.

Il va de soi que, si le Gouvernement ne proposait pas de rattacher aux budgets ordinaires de cet exercice tout ou partie des crédits supplémentaires sollicités par le présent projet, ce boni serait augmenté d'autant.

Or, le Gouvernement était d'autant moins forcé d'agir de la sorte que si, parmi les crédits sollicités, un certain nombre sont destinés à faire face à des *dépenses ordinaires*, beaucoup, par contre, sont destinés à couvrir, au contraire, des *dépenses exceptionnelles* — c'est-à-dire de ces dépenses dont la charge n'incombe pas plus, en principe, à l'exercice en cours qu'à d'autres, ultérieurs, et qui pourraient à d'autant plus juste titre être rattachés à des exercices ultérieurs que déjà le budget de 1912 a été appelé à supporter, du chef des *dépenses exceptionnelles* votées avec le projet primitif des budgets, une charge de 19,912,505 francs.

On peut répartir, ainsi qu'il suit, les crédits sollicités par le présent projet en deux catégories, selon qu'ils sont affectés à couvrir des dépenses ordinaires ou des dépenses exceptionnelles :

Budgets.	Dépenses ordinaires.	Dépenses exceptionnelles.	Totaux.
Pour le Budget de la Dette publique, à. fr.	1,660,000	20,000	1,680,000
• Pour le Budget des Dotations, à.	45,000	—	45,000
Pour le Budget de la Justice, à.	500,000	—	500,000
Pour le Budget des Affaires étrangères, à.	—	20,000	20,000
Pour le Budget de l'Intérieur, à.	—	100,000	100,000
Pour le Budget des Sciences et des Arts, à.	40,000	650,000	690,000
Pour le Budget des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, à.	—	535,000	535,000
Pour le Budget de la Guerre, à.	2,917,580	6,952,150	9,869,730
Pour le Budget de la Gendarmerie, à.	112,500	74,880	187,380
Pour le Budget des Finances, à.	49,600	—	49,600
Pour le Budget de l'Agriculture et des Travaux publics, à.	1,030,000	670,500	1,700,500
Ensemble. Fr.	6,354,680	9,022,530	15,377,210

Sans les dépenses exceptionnelles susvisées, le boni que le Gouvernement accusera prochainement pour l'exercice 1912 s'augmenterait donc de 9 millions 22,530 francs.

*
* * *

Si l'on entre dans l'examen détaillé des crédits sollicités, voici les observations qui peuvent être faites :

BUDGET DES SCIENCES ET DES ARTS.

Art. 113. -- Le crédit de 650,000 francs demandé doit permettre à l'État de payer complètement le prix d'acquisition d'un immeuble situé à Forest-lez-Bruxelles et destiné à être transformé en école normale primaire pour filles. Cet immeuble aura ainsi coûté 1,150,000 francs.

Au moment de la promulgation de la loi du 23 septembre 1842, il existait des écoles modèles de l'État dans les villes de Bruxelles, Anvers, etc.

Un arrêté royal du 10 avril 1843 déclara ces établissements maintenus et ils prirent, dès lors, conformément à la loi, la dénomination d'écoles primaires supérieures.

L'article 2 de la loi du 1^{er} juin 1850 transforma les écoles primaires supérieures de l'État en écoles moyennes.

Le Gouvernement offrit à la ville de Bruxelles de lui céder les deux sections, filles et garçons, de l'école primaire supérieure de l'État, pour les convertir en écoles moyennes communales.

La Ville consentit à la reprise de l'école de garçons, mais se refusa à celle de la section des filles.

Cependant, cette dernière devait disparaître comme institution de l'État et ne pouvait plus exister que comme institution privée, subsidiée pour l'organisation de cours normaux.

Le Gouvernement proposa aux membres de la Commission administrative de se constituer en association particulière et de diriger l'établissement pour leur propre compte.

Ce qui fut fait.

Un arrêté royal, en date du 30 octobre 1851, revisant l'arrêté du 2 novembre 1848, portant organisation de l'enseignement normal, désigna cette école pour la formation d'aspirantes institutrices primaires.

Cette institution, qui se trouvait établie rue du Lombard, fut successivement transférée, 4, place de Louvain, 5, place de la Chancellerie, et enfin, 25, rue de Malines.

Ce dernier local fut pris à bail pour un terme de dix-huit ans, à dater du 1^{er} octobre 1873.

Par convention du 1^{er} octobre 1881, l'État belge reprenait ce bail à sa charge, et la Commission de la ci-devant école normale agréée abandonnait gratuitement à l'État le mobilier garnissant les locaux de l'école au moment de la reprise.

Les conditions de location, pour la période prenant cours le 1^{er} octobre 1875, étaient de 14,000 francs pendant les neuf premières années et de 15,000 francs pendant le reste de la durée du bail.

Le 8 juillet 1893, ce bail fut renouvelé pour neuf ans, et le prix de location tombait de 15,000 à 12,000 francs par an.

En 1902, lors de la conclusion d'un troisième bail de neuf ans, il fut décidé de commun accord que l'État paierait 13,500 francs pour les trois premières années et 15,000 francs pour les six années suivantes.

Pressenti, en juillet 1910, au sujet de la question de savoir s'il était disposé à renouveler le bail de location, le propriétaire répondit qu'il consentirait à ce renouvellement à condition que le loyer fût porté à 23,000 francs et que toutes les réparations ultérieures fussent à la charge de l'État.

Les recherches immédiates faites par l'Administration de l'enseignement primaire en vue du transfert de l'école normale dans un autre local furent vaines et l'Etat fut obligé d'installer cette institution rue de Berlaimont, dans des bâtiments qui devront en partie être démolis pour les travaux de la jonction Nord-Midi.

L'installation, rue de Berlaimont, a été faite hâtivement et à peu de frais, dans les locaux vétustes d'une maison de commerce.

C'est dire que ces locaux ne répondent à aucune des conditions (cube d'air, surface, orientation, éclairage, ventilation, etc.) que doivent réunir des locaux scolaires.

Par les travaux qu'on y a exécutés, on a eu simplement pour but de nettoyer quelque peu, d'aménager tant bien que mal, de cacher les misères sous des peintures, des badigeons et des papiers frais; mais il ne pouvait être question d'obvier aux inconvénients signalés plus haut.

Aussi les griefs articulés contre l'installation actuelle sont-ils nombreux.

En présence de cette situation, il y avait lieu de prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'installer cette école ailleurs.

Des recherches ont été faites en conséquence.

Finalement, le Département des Sciences et des Arts a cru que l'école normale dont il s'agit pouvait être avantageusement installée dans ce qui fut jusqu'ici l'école centrale technique, rue Berckendael.

Cet établissement comprend les locaux nécessaires pour assurer tous les services de l'école normale et de l'école d'application.

Le prix d'acquisition sera, comme il est dit ci-dessus, de 1,150,000 francs.

La Commission n'est pas documentée pour apprécier exactement le rapport entre ce prix d'acquisition et la valeur de l'immeuble dont il s'agit. Toutefois, des renseignements fournis à son rapporteur il résulte que, malgré les termes de la *Note jointe aux propositions de crédits supplémentaires*, où on lit que l'immeuble dont il s'agit et d'un coût de 1,150,000 fr. est « destiné à être transformé en école normale », la somme de 1 million 150,000 francs paraît devoir représenter le coût total de l'établissement nouveau projeté, aménagement compris. Des établissements de même sorte ont parfois coûté plus cher et il semble que le déplacement d'école projeté, dans les conditions où il va se faire, ne puisse être qu'approuvé.

BUDGET DES CHEMINS DE FER, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Art. 64. — Un crédit de 555,000 francs est demandé en vue de « l'acquisition d'un hôtel pour le Ministre de la Marine, des Postes et Télégraphes ».

« Cette dépense », dit la *Note jointe aux propositions*, « est rendue néces-

saire par suite de l'arrêté royal du 11 novembre 1912, portant création d'un Ministère de la Marine, des Postes et des Télégraphes.

Il va de soi que la création du ministère dont il s'agit suppose un immeuble pour l'installation du Ministre et de ses services.

Le crédit sollicité ne visant que l'acquisition de cet immeuble, celui-ci ne peut être refusé.

On doit cependant craindre que la création du nouveau département ministériel amène un nouveau et progressif développement du fonctionnarisme, surtout à raison du fait que les services des postes, des télégraphes et des téléphones, aujourd'hui souvent très mêlés à ceux des chemins de fer (et en ce qui concerne les installations et en ce qui regarde le personnel) en ont été détachés par l'arrêté royal du 11 novembre 1912. La Commission ne peut qu'exprimer le vœu — mais elle se permet d'y insister — que la dépense nouvelle à résulter de la création du nouveau département ministériel soit réduite au strict nécessaire, en présence de l'augmentation considérable des charges budgétaires, pour les derniers exercices spécialement.

BUDGET DE LA GUERRE.

Art. 5. — Il ne semble pas qu'il y ait d'observation à faire à propos du crédit sollicité. Mais, il fournit l'occasion de signaler que récemment 58,000 cartes au 1/100,000^e ont été vendues à des libraires de Bruxelles. Ce fait a produit quelque émotion dans certains milieux. L'on peut, en effet, supposer que la plus grande partie de ces cartes, sinon toutes, faisaient l'objet de commandes venues de l'étranger. On est porté à se demander s'il n'y a pas lieu d'empêcher le fait de se reproduire, par des mesures radicales.

Articles 10 à 14. — A concurrence de 150,000, les crédits supplémentaires demandés à ces articles concernent des « indemnités de logement aux militaires de rang subalterne, mariés, qui ne sont pas logés dans les bâtiments de l'Etat ».

Un arrêté royal, du 10 novembre 1912, dispose, en effet :

Article premier. — Il est alloué à partir du 1^{er} novembre 1912, à tous les militaires mariés de rang subalterne, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde de leur enfant, qui se sont mariés étant au service actif et qui ne peuvent, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, occuper un logement dans un bâtiment militaire, une indemnité mensuelle représentative de logement.

Cette indemnité est fixée comme suit :

Sous-officiers, 25 francs; caporaux, brigadiers et soldats, 18 francs.

« *Art. 3.* — Toutes les dispositions antérieures relatives à l'octroi d'une indemnité représentative de logement concernant les militaires mariés au-dessous du grade d'officier sont supprimées. »

Toutefois, les militaires mariés qui percevaient, avant le 1^{er} novembre 1912, une indemnité de logement supérieure à celle qui leur est due en vertu du présent arrêté, conservent leurs droits à cette indemnité. »

A concurrence de 40,000 francs, ces mêmes crédits concernent « le relèvement de l'indemnité journalière afférente à la décoration militaire de 1^{re} classe ».

L'arrêté royal, d'où résulte ce relèvement, est du 13 mai 1912 et il dispose que « le taux de l'indemnité journalière affectée à la décoration militaire de 1^{re} classe est porté à fr. 0.50 ».

Art. 26. — Un crédit supplémentaire de 1,150,000 francs est demandé, à cause, dit la *Note*, « du renchérissement des étoffes, cuirs, toiles, etc., et à raison de l'augmentation du nombre d'hommes incorporés. »

Le renchérissement est connu. Quant à l'augmentation du nombre d'hommes incorporés, voici ce qu'il faut en dire :

Jadis le contingent s'élevait à 15,500 hommes.

Sous le régime de la loi actuelle, le contingent a été :

En 1910, de 15,524 hommes.

En 1911, de 16,156 »

En 1912, de 19,085 »

Art. 37. — Le 1,000,000 de francs demandés sont destinés, notamment, « à l'exécution de travaux urgents ».

Parmi eux, on peut citer l'agrandissement du camp de Beverloo (extension du casernement), des travaux dans les forts de Liège et de Namur, l'agrandissement du casernement de l'artillerie à Liège, la continuation de travaux aux hopitaux d'Otende et de Gand.

Art. 53. — 350,000 francs sont demandés pour « l'organisation d'un parc et d'une école d'aviation avec dépendances ».

On ne peut trop se féliciter de voir le Gouvernement donner chez nous à l'aviation l'importance qu'elle mérite. Cette « arme » nouvelle est appelée à jouer un rôle redoutable dans les guerres futures. La Belgique tiendra, en conséquence, à l'organiser comme il convient.

BUDGET DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

TABLEAU. A. — *Service de l'agriculture.*

Art. 21. — 80,000 francs de crédit supplémentaire sont demandés pour continuer à couvrir les dépenses du recensement général agricole.

Déjà l'article 21 du Budget pour 1912 comportait, pour ce même objet, un crédit de 248,000 francs. L'article correspondant du budget pour 1911 comportait, de son côté, un crédit de 250,000 francs.

Au département compétent on dit que « les crédits primitivement demandés n'étaient que des prévisions et que ces prévisions ont été dépassées :

» 1^o Parce que le nombre de bulletins individuels recueillis en 1910 a atteint 1,004,000 bulletins contre 850,000 en 1895 ;

» 2^o Parce que le travail a été mené plus rapidement qu'en 1895 (l'adjudication de l'impression a eu lieu le 4 juillet 1898 pour le dernier recense-

ment général; elle aura lieu dans le courant de janvier prochain, soit six mois plus tôt, pour le recensement actuel que pour celui de 1895).

» Les sommes indiquées ci-dessus ont servi à payer :

» 1° Le matériel ;

» 2° Le personnel temporaire ;

» 3° Les agents recenseurs ;

» 4° Le travail de vérification et de transcription des dossiers effectué à domicile. »

On y ajoute que « la totalisation des données par canton, arrondissement, province et le Royaume est en voie d'exécution et que l'impression des résultats s'opérera dans le courant de 1913 et sera payé au moyen du crédit de 80,000 francs prévu pour 1913 ».

On y dit encore que « tout porte à croire que le travail sera complètement achevé pour le 31 décembre 1913 ».

Les 80,000 francs, objet de crédit sollicité, sont nécessaires pour payer des dépenses engagées. Ils ne peuvent donc qu'être accordés.

Mais, cela dit, il convient, en tous cas, d'observer que, si l'on ajoute aux 230,000 francs demandés pour 1911 et aux 248,000 francs demandés pour 1912, les 80,000 de crédits supplémentaires, on arrive déjà à un total de 578,000 francs.

D'autre part, si, sous l'article 21 de la *Note préliminaire* du projet de Budget de l'Agriculture pour 1913, on ne lit que la rubrique « Recensement agricole » et aussi que la « diminution constatée (160,000 fr. et résultant de la comparaison du crédit de cet article au Budget de 1913 et à celui de 1912) provient de la suppression de la charge temporaire inscrite au Budget de 1912 pour le recensement général agricole », il n'est cependant pas permis de conclure de là que plus aucun crédit ne sera demandé de la Législation pour le dit recensement *général* agricole. En effet, si, au lieu de s'en tenir à la *Note préliminaire*, on consulte le tableau qui est annexé au projet de Budget, également sous l'article 21, on lit : « Recensement général agricole, 88,000 francs ». Donc il y aura un nouveau crédit sollicité des Chambres, à partir de l'exercice 1913, pour le recensement général agricole. Et, cependant, il ne sera pas de 88,000 francs. En effet, si l'on consulte, en fin de compte, les *Développements* annexés au projet de Budget, sous le même article 21, on lit :

« a) Statistique annuelle 8,000

» b) Recensement général agricole 80,000 »

Ce n'est pas le lieu d'insister sur l'anomalie résultant de ces trois libellés différents relatifs à un même poste du budget. Mais, il est permis de conclure finalement de leur examen que, aux 578,000 francs qu'aura coûté, fin 1912, le recensement général agricole, il faudra ajouter les 80,000 francs qui seront consacrés au même objet en 1913. Total général 658,000 francs.

Il a été déclaré au Rapporteur de la Commission qu'il paraît bien certain qu'il ne sera plus sollicité d'autre crédit aux mêmes fins.

Cela suffit, effectivement !

Le recensement général agricole en cours a été entamé vers décembre 1910. Or, le précédent avait été entamé en 1895 et des crédits avaient continué à être sollicités de la Législature, pour en permettre la continuation, jusqu'en 1900.

Et l'on avait dépensé pour cet objet :

En 1895.	fr. 49,998.90
— 1896.	242,998.58
— 1897.	128,970.78
— 1898.	61,290.33
— 1899.	45,575.00
— 1900.	14,999.61
Soit, au total, fr. . . .	543,853.20

Sans contester l'utilité du recensement dont il s'agit, on peut regretter qu'il donne lieu à des dépenses aussi considérables.

Près de 550,000 francs pour un premier recensement et plus de 650,000 pour un second, entamé dix ans après l'achèvement du premier, n'est-ce pas excessif? On peut le croire.

Et l'on doit, en songeant aux contribuables appelés à supporter le poids de pareilles dépenses, exprimer le vœu de voir désormais les travaux statistiques de l'espèce poursuivis dans un esprit d'économie autrement stricte.

TABLEAU B. — *Service des Travaux publics.*

Art. 6 du Budget. — Au projet de Budget pour 1913 le crédit ordinaire a été augmenté de 500,000 francs sur 1912. Ce fait démontre l'insuffisance du crédit. Le réseau des routes s'étend et le prix des matériaux augmente. D'autre part, l'extension de l'automobilisme accroît les nécessités et les dépenses d'entretien, et même de beaucoup. Il est à remarquer que les routes de l'État sont, naturellement, les plus empruntées par les automobilistes — ces derniers, cependant, ne supportant jusqu'ici aucune taxe ou imposition au profit de l'État.

Le crédit sollicité est parfaitement justifié. Mais, peut-être, y aurait-il lieu, pour l'État, de s'en couvrir, en imposant les automobiles comme de droit. L'exemple des provinces lui indique, de ce côté, la voie à suivre.

Art. 8 du Budget. — Le crédit supplémentaire demandé pour « entretien et réparation, etc. de palais, hôtels, édifices et monuments appartenant à l'État » est chaque année insuffisant de beaucoup, puisque chaque année des crédits supplémentaires importants sont sollicités. Ces crédits supplémentaires ont, ces dernières années, dépassé 600,000 francs. Celui-ci sollicité ne paraît donc pas, à première vue, excessif.

Art. 21 du Budget. — Les 550,000 francs demandés sont destinés à être ajoutés aux 250,000 portés au Budget de 1912 et doivent servir, avec ceux-ci, à payer : 1° les travaux de « grosse construction » de l'hôtel du Gouverne-

ment provincial à Bruges, lesquels, à eux seuls, coûteront 509,670 francs ; 2° certaines autres dépenses relatives au même hôtel. Ces 600,000 francs ne représenteront d'ailleurs pas encore totalement le coût de cette construction et de l'aménagement ultérieur.

Art. 37. — 125,000 francs sont demandés pour continuer, sur un terrain domanial situé en face du Musée colonial de Tervueren, un laboratoire de chimie, qui en constituera une dépendance. Des renseignements recueillis par le rapporteur il semble résulter qu'il s'agit d'une construction plutôt simple, mais que les 125,000 francs ne suffiront pas pour achever l'établissement complet de ce laboratoire

ART. 3.

Cet article ouvre, pour être rattachés au Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour 1912 :

A) Au Ministère de la Guerre :

1° Pour l'armement de l'artillerie de campagne, un crédit de 4 millions 500,000 francs ;

2° Pour l'armement des nouveaux ouvrages défensifs, autres que ceux de l'Escaut, en construction dans la position fortifiée d'Anvers, un crédit de 7,000,000 francs.

B. *Au Ministère des Finances* un crédit de 500,000 francs destiné à permettre à l'État d'étendre son domaine forestier et de venir indirectement en aide à l'administration communale de Spa, en acquérant de celle-ci 1,552 hectares 90 ares 89 centiares de bois, fagnes et fagnes plantées, dont l'acte d'acquisition pourra être passé prochainement et dont le paiement se fera à concurrence de 500,000 francs dès l'acquisition et, pour le surplus, en quatre annuités.

Quant aux crédits repris *sub litt.* A, 1° et 2°, ils ont été justifiés en ces termes dans l'Exposé général accompagnant le projet de Budget des Voies et Moyens pour 1913. ainsi que le rappelle l'Exposé des motifs du présent projet :

« Il reste de grands sacrifices à faire pour compléter l'armement des » ouvrages autre que ceux de l'Escaut, ainsi que l'armement des batteries » d'artillerie de campagne de création récente. Ces nouveaux efforts s'im- » posent avec un caractère d'urgence, et il n'est pas possible de les faire » supporter par le Budget ordinaire de deux ou de trois exercices, étant » donné que les autres dépenses exceptionnelles concernant les divers ser- » vices de l'État atteignent chaque année un total très élevé.

» Dans cet état de choses, le Gouvernement a résolu de présenter aux » Chambres, dès le début de la session, un projet de loi allouant des crédits » extraordinaires pour 10 à 12 millions, à employer immédiatement aux » dépenses d'armement ».

La façon de procéder ainsi exposée paraît rationnelle. Il serait, en effet, excessif de charger un seul Budget ordinaire et même le Budget ordinaire

de deux ou trois exercices successifs de dépenses exceptionnelles du genre de celles visées sub. lit. A. de l'article 3.

Il n'en faudrait pas davantage pour déséquilibrer — artificiellement, somme toute — un Budget parfaitement en équilibre.

Le Budget extraordinaire pour 1912 — d'après les propositions dont la Chambre est saisie — supportera donc, d'abord et à titre purement provisoire, la charge des dépenses dont il s'agit; mais, il s'en remboursera par annuités calculées avec la modération qui conviendra et réparties entre de successifs exercices budgétaires en nombre raisonnable.

Le Gouvernement estime que, vraisemblablement, la première annuité sera de 1 million 1/2.

Si le Gouvernement ne pouvait procéder de la manière préindiquée, il ne pourrait — dans l'obligation où il se trouverait de concilier tous les intérêts en présence — qu'échelonner sur une série d'exercices — ce qui serait différer, et peut-être même de beaucoup, la réalisation de certaines d'entre elles — ces dépenses d'ordre militaire qu'il est pourtant, manifestement, de l'intérêt de la nation de voir faire sans plus attendre.

Cela serait évidemment fâcheux et c'est pourquoi le Parlement ne le voudra pas.

*
* *

L'article 11 de la loi du 18 mai 1912 dispose :

« Il pourra être fait des imputations pendant trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1912, sur les crédits ouverts par les articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente loi. Les crédits disponibles à la fin de chaque exercice seront reportés à l'année suivante; l'article 52 de la loi du 18 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat est applicable à ces reports ».

Des renseignements recueillis par le rapporteur il résulte que, en ce qui regarde les crédits de l'article 3 du projet, pareille disposition pourrait éventuellement être utile. C'est pourquoi la Commission propose d'amender l'alinéa final de cet article 3 en y ajoutant ces mots : « Des imputations pourront être faites et les crédits disponibles à la fin de chaque exercice année reportés comme il est dit à l'article 11 de cette même loi. »

*
* *

Le projet de loi a été adopté par 5 voix contre 4 et la Commission a l'honneur de proposer à la Chambre de l'adopter à son tour.

Le Rapporteur,

Jos. HOYOIS.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

Amendement de la Commission.**ART. 3.**

Ajoutez cet alinéa final :

« Des imputations pourront être faites et les crédits disponibles à la fin de chaque exercice reportés comme il est dit à l'article 11 de cette même loi. »

Amendement voorgesteld door de Commissie.**ART. 3.**

Aan dit artikel eene slotbepaling toe te voegen, luidende als volgt :

« Er kunnen afschrijvingen gedaan worden en de op het slot van elk dienstjaar beschikbare kredieten kunnen overgedragen worden zooals is bepaald in artikel 11 van diezelfde wet ».

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 DECEMBER 1912.

Ontwerp van wet tot verleenig van bijkredieten op Begrootingen voor de dienstjaren 1911 en 1912, alsmede tot opening van buitengewone kredieten (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOÏJOIS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat aan de Kamer is onderworpen, is gesplitst in vier artikelen; het 4^e en laatste artikel heeft slechts ten doel, den dag te bepalen waarop de wet verbindend zal zijn.

De eerste drie artikelen dienen achtereenvolgens te worden onderzocht.

EERSTE ARTIKEL.

Door dit artikel wordt, op artikel 36 (*Verschillende pensioenen*) van de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1911, een bijkrediet van 260,000 frank toegestaan.

Dat is het gevolg van de aanneming, door de Wetgevende Kamers, van artikel 7 der wet van 24 Mei 1912, krachtens hetwelk de herziening van de pensioenen der militairen beneden den graad van officier, met inbegrip van die der gendarmerie, hare uitwerking heeft van af 1 Januari 1911.

Daar dit artikel der wet van 24 Mei 1912 terugwerkende kracht heeft van af 1 Januari 1911, kon het niet ten uitvoer gelegd worden, zoo de Kamers niet een bijkrediet toestonden.

De gegrondheid van het krediet, dat wordt aangevraagd, kan dus niet betwist worden.

Men behoeft echter den wensch uit te drukken, dat de terugwerkende

(1) Ontwerp van wet, n^o 73.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Schollaert, voorzitter, Standaert, Petit, de Liedekerke, Ozeray, De Bue, Hoijois.

kracht van die bepaling der wet van 24 Mei 1912 later niet zal ingeroepen worden als een voorbeeld, met andere woorden, dat de terugwerkende kracht van soortgelijke bepaling, zoo ver uitgestrekt dat zij van toepassing is op eene begrooting voorafgaande aan de begrooting van het loopende jaar, slechts als eene volstreekte uitzondering gelden zal.

ART. 2.

Het heeft ten doel, voor de verschillende Ministèriën en op de gewone begrootingen voor het dienstjaar 1912 kredieten toe te staan tot een geheel bedrag van 15,537,210 frank.

Deze kredieten moeten door de gewone middelen der Schatkist gedekt worden.

De Memorie van Toelichting wijst er op, dat het jaar 1912 sluiten zal met een overschot.

Het spreekt vanzelf dat, moest de Regeering niet voorstellen al de thans aangevraagde bijkredieten of een deel daarvan uit te trekken op de gewone begrooting van dit dienstjaar, dit overschot des te grooter zijn zou.

Nu, de Regeering was des te minder gedwongen aldus te handelen daar, indien een zeker getal van de aangevraagde kredieten bestemd zijn om *gewone uitgaven* te bestrijden, tal daarvan integendeel moeten dienen om in *uitzonderlijke uitgaven* te voorzien, — m. a. w. in die uitgaven, welke, in beginsel, niet meer ten laste komen van het loopende dienstjaar dan van latere dienstjaren en met des te meer reden op latere dienstjaren zouden kunnen uitgetrokken worden, daar de begrooting van 1912, uit hoofde van de *uitzonderlijke uitgaven* goedgekeurd in het eerste ontwerp van de begrootingen, reeds een last van 19,912,505 fr. te dragen heeft.

De door dit ontwerp aangevraagde kredieten, hetzij ze de gewone uitgaven of de uitzonderlijke uitgaven moeten dekken, kunnen verdeeld worden in twee klassen :

Begrootingen.	Gewone uitgaven.	Uitzonderlijke uitgaven.	Totalen.
Begrooting der Openbare Schuld. fr.	1,660,000	20,000	1,680,000
Begrooting der Dotatiën	45,000	—	45,000
Begrooting van Justitie	500,000	—	500,000
Begrooting van Buitenlandsche Zaken	—	20,000	20,000
Begrooting van Binnenlandsche Zaken	—	100,000	100,000
Begrooting van Wetenschappen en Kunsten	40,000	650,000	690,000
Begrooting van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen	—	535,000	535,000
Begrooting van Oorlog	2,917,580	6,952,150	9,869,730
Begrooting der Gendarmerie	112,500	74,880	186,380
Begrooting van Financiën	49,600	—	49,600
Begrooting van Landbouw en Openbare Werken	1,030,000	670,400	1,700,500
Te zamen fr.	6,354,680	9,022,530	15,377,510

*
* *

Buiten bovengemelde uitzonderlijke uitgaven zou dus het overschot, dat de Regeering binnenkort voor 1912 zal vermelden, verhoogd zijn met 9 millioen 22,530 frank.

*
* *

Onderzoekt men omstandig de aangevraagde kredieten, dan kan men de volgende opmerkingen maken :

BEGROOTING VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

Art. 113. — Het aangevraagde krediet van 650,000 frank moet den Staat toelaten, den geheelen aankoop prijs te betalen van een onroerend goed, gelegen te Vorst-bij-Brussel en bestemd om vervormd te worden tot lagere normaalschool voor meisjes. Dat onroerend goed zal aldus 1,150,000 frank hebben gekost.

Toen de wet van 25 September 1842 werd afgekondigd, bestonden er model-scholen van den Staat te Brussel, Antwerpen, enz.

Bij koninklijk besluit van 10 April 1843 werd het in stand houden van deze scholen bepaald en van dan af kregen zij, ingevolge de wet, den naam van lagere scholen van den hoogsten graad.

Bij artikel 2 der wet van 1 Juni 1850 werden deze lagere Staatsscholen van den hoogsten graad veranderd in middelbare scholen.

De Regeering bood de stad Brussel aan, haar de twee afdeelingen, jongens en meisjes, van de lagere Staatsschool van den hoogsten graad af te staan, ten einde die te veranderen in middelbare gemeentescholen.

De stad stemde toe in de overname van de jongensschool, doch zij weigerde wat betreft de meisjesschool.

Deze laatste moest, evenwel, als Staatsinstelling verdwijnen en kon nog slechts blijven voortbestaan als private instelling, gesubsidieerd voor het inrichten van normale leergangen.

De Regeering stelde aan de leden van de beheerende Commissie voor, zich in te richten tot eene bijzondere vereeniging en de instelling voor eigen rekening te besturen.

Dat gebeurde.

Bij koninklijk besluit van 50 October 1851, houdende herziening van het besluit van 2 November 1848 betreffende inrichting van het normaal onderwijs, werd deze school aangewezen tot het opleiden van aspirant-lagere onderwijzeressen.

Deze instelling, die eerst gevestigd was in de Lombardstraat, werd achtercenvolgens overgebracht naar n^o 4, Leuvense plaats, n^o 5, Kanselarijplaats en, eindelijk, n^o 23, Mechelse straat.

Dit laatste lokaal werd in huur genomen voor eenen termijn van achttien jaren, met ingang van 1 October 1875.

Bij overeenkomst van 1 October 1881 nam de Belgische Staat deze huur voor zijne rekening over en de Commissie van de vroegere aangenomen normaalschool stond de meubelen, die zich in de gebouwen der school bij de overname bevonden, kosteloos aan den Staat af.

De huurvoorwaarden, voor den tijd die een aanvang nam den 1^{en} October 1875, waren : 14,000 frank gedurende de eerste negen jaren en 15,000 fr. gedurende den overigen tijd der huur.

Op 8 Juli 1893 werd die huur voortgezet voor negen jaar en de huurprijs werd verminderd van 15,000 tot 12,000 frank per jaar.

In 1902, bij het aangaan van eene derde huur voor negen jaar, was men het eens om te beslissen dat de Staat 13,500 frank zou betalen voor de eerste drie jaren en 15.000 frank voor de zes volgende jaren.

Wanneer men, in Juli 1910, den eigenaar vroeg of hij geneigd was, in eene nieuwe huur toe te stemmen, antwoordde hij dat hij daarin zou toestemmen, mits de huurprijs werd gebracht tot op 23,000 frank en al de latere herstellingswerken ten laste van den Staat zouden komen.

Te vergeefs werden dadelijk door het Beheer van het lager onderwijs stappen gedaan om de normaalschool naar een ander lokaal over te brengen; de Staat was verplicht, dit gesticht in de Berlaimontstraat te vestigen in gebouwen die ten deele gesloopt zullen moeten worden met het oog op de werken tot verbinding der Noord- en der Zuidstatie.

In de Berlaimontstraat werd het gesticht in gauwte en met weinig kosten ingericht in de verouderde lokalen van een handelshuis.

Daaruit volgt dat deze lokalen aan geen der voorwaarden, die voor schoollokalen gesteld zijn, voldoen (luchtgehalte, ruimte, ligging, licht, verluchting, enz.)

De verrichte werken hadden alleen ten doel, de lokalen eenigszins schoon te maken, zoo goed als het kon in te richten, hun slechten staat te verbergen onder eene laag verf of kalk of nieuw behangselpapier. Maar men kon er niet aan denken, in bovengemelde gebreken te voorzien.

Ook werden talrijke bezwaren tegen de huidige inrichting ingebracht.

Gezien den toestand, moesten spoedvereischende maatregelen worden genomen om de school te verplaatsen.

Daartoe werden stappen gedaan. Ten slotte meende het Departement van Wetenschappen en Kunsten, dat de normaalschool het best nog gevestigd kon worden in de vroegere centrale technische school, Berckendalstraat.

Dat gesticht heeft de noodige lokalen om er al de diensten der normaalschool en der oefenschool te kunnen vestigen.

Zooals hierboven is gezegd, zal de aankoopprijs 1,150,000 frank bedragen.

De Commissie is niet voldoende ingelicht om op juiste wijze te beoordeelen de verhouding tusschen dien aankoopprijs en de waarde van bedoeld goed. Evenwel blijkt uit de inlichtingen, aan den verslaggever verstrekt, dat, ondanks de uitdrukkingen *der Nota toegevoegd aan de voorstellen van bijkredieten*, waarin wordt gezegd dat bedoelde goed, hetwelk 1,150,000 fr. kost, « bestemd is om tot normaalschool te worden hervormd », de som van 1,150,000 frank schijnt te moeten zijn het geheel bedrag der kosten van het ontworpen nieuw gesticht, de inrichting inbegrepen. Inrichtingen van den zelfden aard hebben soms duurder gekost en de ontworpen verplaatsing der school schijnt enkel te kunnen goedgekeurd worden onder de omstandigheden waarin zij zal plaats hebben.

BEGROOTING VAN SPOORWEGEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Art. 64. — Een krediet van 535,000 frank wordt aangevraagd tot « het aankopen van een hotel voor den Minister van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen ».

De aan de voorstellen toegevoegde *Nota* zegt : « Deze uitgave is noodzakelijk gemaakt door het koninklijk besluit van 11 November 1912, houdende instelling van een Ministerie van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen. »

Het spreekt vanzelf dat uit het instellen van bedoeld ministerie voortvloeit de noodzakelijkheid om een hotel te bezitten voor den Minister en zijne diensten.

Daar het aangevraagde krediet slechts den aankoop van dit goed bedoelt, kan het niet geweigerd worden.

Men moet nochtans vreezen dat de stichting van het nieuw ministerieel Departement een nieuwe en immer vorderende ontwikkeling van de ambtenarij medebrengt, vooral wegens het feit dat de diensten van posterijen, telegraaf en telefoon, die heden ten dage dikwijls gemengd zijn met die der spoorwegen — zoowel wat de inrichting als wat het personeel betreft — daarvan werden afgetrokken door het koninklijk besluit van 11 November 1912. De Commissie kan enkel den wensch uitdrukken — doch zij veroorlooft zich, er op aan te dringen — dat de nieuwe uitgave, door dit nieuw ministerie veroorzaakt, tot het stipt noodzakelijke worde bepaald, en wel met het oog op de aanzienlijke vermeerdering der begrotingslasten, bijzonderlijk voor de laatste dienstjaren.

BEGROOTING VAN OORLOG.

Art. 5. — Betreffende het aangevraagde krediet schijnt het niet, dat bezwaren zich kunnen voordoen. Doch, naar aanleiding daarvan kan men er op wijzen, dat 38,000 kaarten op 1/000,000^{ste} onlangs aan Brusselsche boekhandelaars werden verkocht. Dat feit veroorzaakte in sommige kringen eene zekere ontroering. Men kan immers veronderstellen dat het grootste gedeelte dezer kaarten, zooniet alle, besteld waren voor het buitenland. Men vraagt zich af, of het niet behoort afdoende maatregelen te nemen om te beletten dat zulks nog gebeure.

Art. 10 tot 14. — De aangevraagde bijkredieten op deze artikelen betreffen, tot een bedrag van 150,000 frank, « vergoedingen wegens huisvesting aan gehuwde militairen van lageren rang, die niet gehuisvest zijn in 's Rijks gebouwen.

Een koninklijk besluit van 10 November 1912 bepaalt inderdaad :

« *Eerste artikel.* — Van af 1 November 1912 wordt aan al de gehuwde militairen van lageren graad, die weduwnaar zijn met een kind of uit het huwelijk gescheiden met de bewaring van hun kind, die het huwelijk hebben aangegaan terwijl zij in werkelijken dienst waren en die, wegens

omstandigheden welke van hen niet afhangen, geen woning kunnen hebben in een militair gebouw, eene maandelijksche vergoeding wegens huisvesting toegestaan.

» Deze vergoeding wordt bepaald als volgt : onderofficieren, 23 frank ; korporalen, brigadiers en soldaten, 18 frank.

» *Art. 3.* — Al de vroegere bepalingen betreffende de toekenning van eene vergoeding wegens huisvesting voor gehuwde militairen beneden den graad van officier worden ingetrokken.

» Evenwel behouden de gehuwde militairen, die vóór 1 November 1912 eene hoogere vergoeding wegens huisvesting ontvingen dan die welke hun door dit besluit wordt verleend, hun recht op die vergoeding. »

Tot een bedrag van 40,000 frank betreffen diezelfde kredieten « de verhooging van de dagelijksche vergoeding wegens het militaire ecreteeken van 1^{ste} klasse ».

Het koninklijk besluit, waaruit die verhooging voortspuit, dagteekent van 13 Mei 1912 en bepaalt dat het bedrag der jaarlijksche vergoeding, aan het militaire ecreteeken van 1^{ste} klasse besteed, tot op fr. 0.50 wordt gebracht ».

Art. 26. — Een bijkrediet van 1,150,000 frank wordt aangevraagd, zegt de « Nota », wegens « het duurder worden van de stoffen, van het leder, het linnen, enz. en wegens het grooter getal ingelijfde manschappen. »

Wat de duurte betreft, deze is gekend. Wat aangaat het getal ingelijfde manschappen, past het te zeggen :

Vroeger bedroeg het contingent 13,300 man.

Onder het beheer der huidige wet bedroeg het :

In 1910	13,324 man.
— 1911	16,156 —
— 1912	19,083 —

Art. 37. — De aangevraagde 1,000,000 frank zijn bestemd, namelijk, « om spoedvereischende werken uit te voeren ».

Daaronder kan men vermelden de vergrooting van het kamp van Beverloo (uitbreiding van de kazerneering), werken in de forten van Luik en Namen, vergrooting van de kazerneering der artillerie te Luik, voortzetting der werken in de hospitalen te Oostende en te Gent.

Art. 33. — Er worden 350,000 frank aangevraagd tot « het inrichten van een vliegveld en eene vliegschool met toebehooren ».

Men moet er over verheugd zijn, dat de Regeering in ons land aan de vliegkunst het belang hecht dat deze verdient. Dit nieuw « wapen » zal in de latere oorlogen een geduchte rol vervullen. België zal er dus aan houden, het op behoorlijke wijze in te richten.

BEGROOTING VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN.

TABEL A. — *Dienst van den Landbouw.*

Art. 21. — 80,000 frank bijkredieten worden aangevraagd om de kosten der landbouwopneming te kunnen voortbetalen.

Reeds stond in artikel 21 der Begrooting voor 1912 een krediet van 248,000 frank voor dezelfde zaak. Het daarmee overeenstemmende artikel der Begrooting van 1911 bevatte, van zijnen kant, een krediet van 250,000 frank.

In het bevoegd departement wordt gezegd dat de « van eerst af aangevraagde kredieten slechts ramingen waren en dat die ramingen overtroffen werden :

« 1^o Omdat het getal persoonlijke bulletijns, in 1910 verzameld, 1,004,000 bereikte tegen 850,000 in 1898 ;

» 2^o Omdat het werk sneller gedaan werd dan in 1898 (de aanbesteding van het drukken had plaats den 4ⁿ Juli 1898 voor de laatste algemeene opneming; zij zal plaats hebben in den loop van Januari aanstaande, dus zes maanden vroeger voor de tegenwoordige opneming dan voor die van 1898).

« De hierboven opgegeven sommen dienden om te betalen :

» 1^o Het materieel ;

» 2^o Het tijdelijk personeel ;

» 3^o De optellers ;

» 4^o Het werk van nazicht en afschrijving der dossiers, ten huize gedaan ».

Men voegt er bij « dat men met de samentelling der opgaven per kanton, arrondissement, provincie en voor het Rijk bezig is en dat men de uitslagen zal drukken in den loop van 1913 en dit werk betalen door middel van het krediet van 80,000 frank voor 1913 uitgetrokken ».

Men zegt er nog in dat « alles doet denken dat het werk volkomen zal voltrokken zijn voor 31 December 1913 ».

Die 80,000 frank worden aangevraagd om sommige uitgaven te dekken. Men kan niet anders dan ze betalen.

Maar dit gezegd zijnde, moet men in elk geval opmerken dat men, bij de 250,000 frank, voor 1911 aangevraagd, en de 248,000 frank, voor 1912 aangevraagd, de 80,000 frank bijkredieten voegende, reeds een totaal van 578,000 frank bereikt.

Anderzijds, leest men onder artikel 21 van de *Vooraafgaande Nota* der Begrooting van Landbouw voor 1913 enkel de rubriek « Landbouwopneming », alsmede dat de vastgestelde vermindering (160,000 frank) voortvloeiende uit de vergelijking van het krediet van dit artikel op de Begrooting voor 1913 met dat van 1912, te danken is aan de afschaffing van den tijdelijken last op de Begrooting van 1912 voor de algemeene landbouwopneming. Men kan nochtans niet daaruit het besluit trekken, dat geen krediet meer aan de Wetgeving zal worden gevraagd voor die *algemeene* landbouw-

opneming. Trouwens, zoo men, benevens de *Voorafgaande Nota* nog de tabel raadpleegt toegevoegd aan het ontwerp van Begrooting, insgelijks onder artikel 21, leest men daar : « Algemeene Landbouwopneming, 88,000 frank ». Dus zal er van af het dienstjaar 1913 voor de algemeene landbouwopneming een nieuw krediet worden aangevraagd, maar het zal geen 88,000 frank bedragen. Althans, zoo men de *Toelichting* van het ontwerp van Begrooting onderzoekt, dan vindt men in hetzelfde artikel 21 :

- « a) Jaarlijksche statistiek 8,000 frank.
 » b) Algemeene landbouwopneming . 80,000 — ».

Thaus behoeven wij niet er op te wijzen, welke tegenstrijdigheid ontstaat uit deze drie verschillende vermeldingen betreffende een zelfden post der begrooting. Doch, na onderzoek, kan men toch besluiten dat men, bij de 578,000 frank welke tot op het einde van 1912 aan de algemeene landbouwopneming werden besteed, de 80.000 frank zal moeten voegen, tot hetzelfde doeleinde bestemd in 1913. Algemeen bedrag : 658,000 frank.

Aan den Verslaggever der Commissie werd gezegd, dat het wel zeker schijnt dat voor gezegden post geen nieuwe kredieten zullen worden aangevraagd.

Dat is inderdaad voldoende!

Met de tegenwoordige algemeene landbouwopneming werd een aanvang genomen omtrent het einde van 1910. Nu, de vorige begon in 1895 en tot in 1900 werden voortdurend aan de Kamers kredieten aangevraagd om ze te kunnen voortzetten.

Daartoe werd uitgegeven :

In 1895	fr. 49,998.90
— 1896	242,998.58
— 1897	128,970.78
— 1898	61,290.53
— 1899	45,575 00
— 1900	14,999.61
Te zamen	fr. 543,853.20

Wij betwisten het nut van die opneming niet; toch kan men betreuren dat zij aanleiding gaf tot een zoo aanzienlijke uitgave.

Nagenoeg 530,000 frank voor eene eerste opneming en meer dan 650,000 frank voor eene tweede, welke tien jaar na het voltrekken der eerste, wordt begonnen, is dit niet buitensporig? Men mag het gelooven.

Met het oog op de belastingschuldigen, die den last van soortgelijke uitgaven moeten dragen, behoeft men den wensch te uiten dat voortaan dergelijke statistische werken met grootere zuinigheid worden voortgezet.

TABEL B. — *Dienst der Openbare Werken.*

Art. 6 van de Begrooting. — In het ontwerp van Begrooting voor 1913 werd het gewoon krediet op 1912 verhoogd met 500,000 frank.

Daaruit blijkt, dat het krediet ontoereikend was. Het wagnet breidt zich uit en de materialen worden duurder. Anderzijds geeft de toeneming van het verkeer van motorrijtuigen aanleiding tot nieuwe, onvermijdelijke en zelfs aanzienlijke uitgaven wegens onderhoud. Er dient te worden aangemerkt dat 's Rijks wegen natuurlijkerwijze het meest door de motorrijders worden gebruikt, ofschoon deze niet de minste belasting betalen ten bate van den Staat.

Het aangevraagde krediet is volkomen gewettigd. Doch de Staat zou wellicht de terugbetaling daarvan moeten eischen door het leggen van eene behoorlijke belasting op de motorrijtuigen. Dienaangaande wordt hem door de Provinciebesturen aangewezen wat er te doen valt.

Art. 8 van de Begrooting. — Het aangevraagde bijkrediet wegens « onderhoud en herstelling, enz., van paleizen, hotels, gebouwen en monumenten toebehoorende aan den Staat », is elk jaar in groote mate ontoereikend; inderdaad, elk jaar worden hooge bijkredieten aangevraagd. Deze bijkredieten overschreden, in de jongste jaren, 600,000 frank. Het thans aangevraagde bijkrediet schijnt bijgevolg, op het eerste gezicht, niet overdreven te zijn.

Art. 21 van de Begrooting. — De aangevraagde 550,000 frank zijn bestemd om te worden gevoegd bij de 250,000 frank, die op de Begrooting voor 1912 zijn uitgetrokken; met deze moeten zij dienen om te betalen : 1^o de zware bouwwerken van het hotel van het Provinciaal Bestuur te Brugge; alleen deze werken zullen 509,670 frank kosten; 2^o sommige andere uitgaven betreffende ditzelfde hotel. Gezegde 600,000 frank zullen overigens niet toereikend zijn om de kosten van dit gebouw en van de binneninrichting geheel te dekken.

Art. 37. — Er worden 125,000 frank aangevraagd om op een domein grond tegenover het Koloniaal Museum te Tervueren een chemisch laboratorium te bouwen, dat van die inrichting zal afhangen. Uit de inlichtingen van den verslaggever schijnt te blijken, dat het enkel een eenvoudig gebouw geldt, doch dat de 125,000 frank niet zullen volstaan om de volledige inrichting van dat laboratorium te bekostigen.

ART. 5.

Door dit artikel worden op de Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor 1912 uitgetrokken :

A) *Ministerie van Oorlog :*

1^o Voor de bewapening van de veldartillerie, een krediet van 4 miljoen 500,000 frank ;

2^o Voor de bewapening der nieuwe versterkingen, andere dan aan de Schelde, welke in de vesting van Antwerpen worden gebouwd, een krediet van 7,000,000 frank.

B) *Ministerie van Financiën*, een krediet van 300,000 frank om den Staat zijn boschdomein te laten uitbreiden en rechtstreeks ter hulp te komen aan het gemeentebestuur van Spa, door van deze 1,352 hectaren 90 aren 89 centiaren bosch, veengrond en beplanten veengrond af te koopen, waarvan de akte van aankoop eerlang zal kunnen opgemaakt worden en die zullen betaald worden tot een bedrag van 300,000 frank van af den aankoop, en voor het overige, in vier annuïteiten.

De kredieten onder *litt. A*, 1^o en 2^o, werden, zooals de Toelichting van dit ontwerp doet opmerken, in de Algemeene Toelichting van het ontwerp van begrooting van 's Lands Middelen gerechtvaardigd als volgt :

« Het werk der kazerneering is nog op ver na niet afgelopen en, anderzijds, blijven nog groote offers te plegen tot aanvulling van de bewapening der andere werken dan die van de Schelde, alsmede tot bewapening van de veldartillerie-batterijen welke onlangs geschapen werden. Van klemmenden en spoedeischenden aard zijn die nieuwe opofferingen, en het is niet mogelijk ze te doen dragen door de Gewone Begrooting van twee of drie dienstjaren, om reden dat de andere uitzonderlijke uitgaven betreffende de verschillende Rijksdiensten telken jare een hooger totaal bereiken.

» In dezen stand van zaken, heeft de Regeering besloten, met den aanvang van den zittijd, bij de Kamers een ontwerp van wet in te dienen tot toekenning van buitengewone kredieten voor 10 à 12 millioen, onmiddellijk aan uitgaven van bewapening te besteden. »

De aldus uiteengezette handelwijze schijnt redelijk. Het zou inderdaad overdreven zijn, moest eene enkele gewone Begrooting en zelfs de gewone Begrooting van twee of drie achtereenvolgende dienstjaren bezwaard worden met uitzonderlijke uitgaven, zooals die welke bij *litt. A* van artikel 3 zijn bedoeld.

Dit reeds zou voldoende zijn om op kunstmatige wijze eene begrooting buiten evenwicht te stellen, die in den grond haar evenwicht volkomen bezit. Volgens de voorstellen die bij de Kamer zijn ingediend, zal de Buitengewone Begrooting voor 1912, vooreerst, doch slechts als tijdelijke last, bezwaard zijn met bedoelde uitgaven; deze zullen haar echter terugbetaald worden bij jaarkortingen, in de vereischte mate berekend en verdeeld over een redelijk getal achtereenvolgende dienstjaren.

De Regeering is van oordeel dat de eerste jaarkorting waarschijnlijk 1 1/2 millioen zal bedragen.

Indien de Regeering op de aangehaalde wijze niet mocht kunnen handelen, — daar zij verplicht is al de belangen, die zich ten deze voordoen, overeen te brengen, — zou zij deze militaire uitgaven, die nochtans duidelijk in het belang van de natie onverwijld dienen bestreden te worden, slechts over eene reeks dienstjaren kunnen verdeelen, waardoor enkele van deze uitgaven misschien voor ruimen tijd uitgesteld zouden worden.

Dit zou natuurlijk bezwaren opleveren; daarom zal het Parlement er anders over beschikken.

Artikel 11 der wet van 18 Mei 1912 luidt als volgt :

« Te rekenen van 1 Januari 1912 mogen, gedurende drie jaar, aantekeningen worden gedaan op de kredieten opengesteld door de artikelen 1, 2, 3 en 4 van deze wet. De op het einde van elk dienstjaar beschikbare overschotten zullen op het volgende jaar worden overgebracht ; artikel 32 der wet van 13 Mei 1846 op de Staatscomptabiliteit is van toepassing op deze overdragingen. »

Uit door den verslaggever ingewonnen inlichtingen blijkt, wat de kredieten van artikel 3 van het ontwerp betreft, dat soortgelijke bepaling bij voorkomend geval haar nut kan hebben. Ook stelt de Commissie voor, het laatste lid van dit artikel 3 te wijzigen door toevoeging van deze woorden : « Er kunnen afschrijvingen gedaan worden en de op het slot van elk dienstjaar beschikbare kredieten kunnen overgedragen worden zooals is bepaald in artikel 11 van diezelfde wet. »

*
* *

Het wetsontwerp werd aangenomen met 5 stemmen tegen 1. De Commissie heeft de eer aan de Kamer voor te stellen, het eveneens aan te nemen.

De Verslaggever,

Jos. HOÏOIS.

De Voorzitter,

FR. SCHOLLAERT.

Amendement de la Commission.

ART. 3.

Ajoutez cet alinéa final :

« Des imputations pourront être faites et les crédits disponibles à la fin de chaque exercice reportés comme il est dit à l'article 11 de cette même loi. »

Amendement voorgesteld door de Commissie.

ART. 3.

Aan dit artikel eene slotbepaling toe te voegen, luidende als volgt :

« Er kunnen afschrijvingen gedaan worden en de op het slot van elk dienstjaar beschikbare kredieten kunnen overgedragen worden zooals is bepaald in artikel 11 van diezelfde wet ».